

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 28/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE CALCAIRE DES CORBIERES SA

CHEZ SC113 SOCIETE CARRIERES 113
LIEU DIT MONT GRAND BP 2
11100 Montredon-Des-Corbières

Références : UID11/66-C3-2025-434

Code AIOT : 0006600310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement CARRIERE CALCAIRE DES CORBIERES SA implanté COMBE DE LAVAL 11540 Roquefort-des-Corbières. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE CALCAIRE DES CORBIERES SA
- COMBE DE LAVAL 11540 Roquefort-des-Corbières
- Code AIOT : 0006600310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière de calcaires est autorisée depuis 1998 pour une durée de 30 ans.
Elle est autorisée pour une production moyenne de 150 000t/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Eloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 15/04/1998, article 1.9.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Repères de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 15/04/1998, article 1.9.1.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Sans objet
3	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet
5	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 15/04/1998, article 1.9.1.2	Sans objet
7	Contenu minimal de la documentation	Arrêté Préfectoral du 15/04/1998, article 2.2.6.	Sans objet
8	remblayage de la carrière	AP Complémentaire du 24/05/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté quelques manquements nécessitant des justificatifs ou des actions correctives. L'exploitant devra notamment installer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière comprend les informations réglementaires suivantes : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction par an ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets ; -une étude de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, ravitaillement
Prescription contrôlée : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que les engins étaient ravitaillé bord à bord. Il n'a pas été constaté de cuve de carburant lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un registre mentionnant l'ensemble des éléments réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Éloignement du voisinage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1998, article 1.9.1.1
Thème(s) : Autre, bords des excavations
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au

<p>moins 10 mètres au moins des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité Publiques.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le plan d'exploitation transmis par l'exploitant lors de la visite, les bords des excavations apparaissent à moins de 10 m des limites du périmètre autorisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier du respect de la largeur minimale de 10 m horizontale entre le bord d'excavation et les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ou à défaut, porter à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation en particulier en justifiant de la stabilité géotechnique de l'ouvrage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Signalisation, accès, zones dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1998, article 1.9.1.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, L'accès de toute zone dangereuse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'accès à une banquette surplombant un front n'était pas fermé. La zone avait été préparé pour un minage. Il a été demandé à l'exploitant lors de la visite d'interdire l'accès à cette zone dangereuse immédiatement. L'exploitant a transmis une photo montrant un merlon fermant l'accès le lendemain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que les zones dangereuses sont interdites d'accès à tout instant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Repères de nivellement et de bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1998, article 1.9.1.3
Thème(s) : Autre, bornes
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer et de maintenir : 1°/ Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Un plan de bornage sera établi. Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité. ...]
Constats : Certaines bornes n'ont pas pu être retrouvées ainsi que les poteaux métalliques de 2 m de hauteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et les doubler de poteaux métalliques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Contenu minimal de la documentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1998, article 2.2.6.
Thème(s) : Autre, plans d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] - les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptés à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés : * les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres * les bords de la fouille ; * les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs [...]
Constats : L'exploitant a transmis un plan d'exploitation daté du 8 janvier 2025 qui précise le périmètre d'exploitation, la bande des 50 m, les bords de fouilles et les courbes de niveau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : remblayage de la carrière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/05/2022, article 4
Thème(s) : Autre, matériaux inertes de provenance extérieure
Prescription contrôlée : Des matériaux inertes de provenance extérieure pourront être réceptionnés sur le site de la carrière. Cet apport de matériaux de provenance extérieure sera de 20 000 m ³ /an pendant toute la durée restante de l'exploitation. Ces dépôts correspondant aux déversements des bennes d'apport, en tas de 2 m de hauteur environ, s'étendront sur une emprise globale de moins de 2 500 m ² . [...]
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir commencé à accueillir des matériaux inertes extérieurs. Lors de la visite, il n'a pas été constaté de déchets non dangereux inertes dans la zone inspectée.
Type de suites proposées : Sans suite